

nullement souffrir les habitants des autres parties du pays. Sauf erreur, le ministre des Finances (M. Abbott) a dit, dans son exposé budgétaire, que la situation est plutôt prospère. Je suppose qu'à peu près toutes les critiques d'ordre général ont été formulées; d'ailleurs, beaucoup de discours tendaient à approuver le budget qu'a présenté le ministre.

Quant à moi, d'après ce que j'en ai lu dans les *Débats* et ce qu'en ont dit les gens de l'extérieur de la Chambre des communes, il semblerait que nous éprouvons bien des embarras et que, pour un pays aussi prospère que le nôtre, il existe bien des points faibles. Nous devons nous rendre compte que, bien que certaines régions du pays puissent être prospères, le chômage sévit à un degré élevé dans beaucoup d'autres et leurs habitants passent par une période difficile. Il est temps, à mon avis, que le gouvernement fédéral et d'autres envisagent cette situation. Avant de traiter le sujet que je désire exposer, j'aimerais citer une partie de la déclaration que le ministre dans Finances a faite, comme le rapporte la page 3940 du *hansard*, où, parlant de l'an dernier, j'imagine, il a dit:

Dans le domaine économique, 1953 a été une bien meilleure année. La production industrielle et la production agricole ont continué de s'accroître dans presque tous les pays; la consommation a aussi augmenté.

Vendredi dernier, ainsi qu'en fait foi la page 4537 du *hansard*, le ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) a déclaré:

Je crois pouvoir dire sans exagération que l'agriculture est aujourd'hui dans une meilleure posture au Canada qu'à n'importe quel autre moment, du moins à ma connaissance. En m'exprimant ainsi, je veux parler, non seulement de l'expérience que j'ai acquise à titre de membre du Gouvernement, mais aussi de mon expérience en agriculture. Tous les cultivateurs se rendent compte, je pense, que leur situation est meilleure aujourd'hui qu'à tout autre moment de notre histoire.

Je ne conteste pas que cette conclusion soit fondée du point de vue du gouvernement d'Ottawa et d'après l'analyse des tableaux statistiques englobant tout le pays, mais chacun de nous qui étudions le tableau en fonction de notre propre circonscription et de la région qui l'entourne voyons les choses dans une perspective bien différente. Nous voyons la situation telle qu'elle est et, comme je l'ai signalé déjà à la Chambre, comme on l'aperçoit quand on a les deux pieds sur la terre. Dans cette attitude, le point de vue du Gouvernement semble plutôt exagéré, notamment quand on le compare à la situation telle que nous la connaissons et lorsque les conditions existantes nous sont familières.

Je veux consacrer quelques minutes, ce soir, à traiter de l'économie de ma propre cir-

conscription et de la région avoisinante du Nouveau-Brunswick. La culture des pommes de terre est la principale industrie de cette région. Peu de députés parlent ici de pommes de terre. D'autres députés pourraient, j'imagine, aborder ce sujet, mais la plupart sont du côté ministériel et donc fort satisfaits, je présume, de la situation actuelle. Toutefois, je ne peux, pour ma part, en dire autant parce que mes gens ne sont pas très satisfaits en ce moment. Le ministre du Travail (M. Gregg) et le ministre de l'Agriculture seront d'accord avec moi, je pense, quand je dirai qu'ils reçoivent probablement un grand nombre de télégrammes des gens de ma région et de la campagne environnante.

Je ne donnerai pas lecture des télégrammes que j'ai reçus à ce sujet, mais je désire résumer brièvement la teneur de l'un d'eux qui donnera à la Chambre, je crois, une idée de la gravité de la situation. Le télégramme en question vient d'un groupe de cultivateurs de pommes de terre qui se sont formés en ce qu'on appelle la Fédération des agriculteurs du comté de Victoria. Des groupements de ce genre sont établis dans plusieurs comtés. Le télégramme en cause annonce que 4,000 wagons environ ont été expédiés et qu'il en reste à expédier environ 3,000 autres sans qu'on ait reçu de l'Office de vente l'assurance qu'on les écoulera. Le télégramme déclare que les pommes de terre qui restent se gâtent rapidement et deviendront bientôt invendables et que cette détérioration causera la ruine financière des cultivateurs de la région. Une forte proportion des cultivateurs seront incapables de planter une autre récolte et certains projettent de liquider leurs produits et leurs machines, s'ils le peuvent, et de chercher du travail ailleurs.

Après avoir exposé ces faits, le groupement demande que le gouvernement fédéral, par l'entremise du ministre de l'Agriculture, étudie les moyens de retenir les cultivateurs sur leurs terres et de les mettre en mesure de planter une autre récolte.

Voilà, en quelques mots, quelle est la situation. J'aimerais cependant ajouter certaines observations. J'ai dit, il y a quelques minutes, que je ne conteste pas que le revenu en espèces des cultivateurs ait été l'an dernier, supérieur à ce qu'il était précédemment, mais nous sommes en 1954 et apparemment, la consommation des produits agricoles diminue car beaucoup de gens chôment et cet hiver, quantité de gens ont été obligés de vivre avec un revenu restreint. Il ne leur a donc pas été possible de se nourrir aussi bien qu'ils l'auraient fait en temps normal. Il faut prendre ce facteur en considération.